

12^{ème} conférence de l'Union Fédérale des Retraités

Matemale - 12 octobre 2017

Baptiste Talbot

Cher-e-s camarades

J'ai le plaisir de vous adresser les salutations les plus fraternelles de la direction fédérale.

La teneur de vos échanges, le climat de cette 12^{ème} conférence de notre UFR, démontrent - s'il en était besoin – à quel point le militantisme CGT ne s'arrête pas avec le départ en retraite.

Forte de ses désormais plus de 5000 adhérents à l'Union Fédérale des Retraités, la Fédération apporte sa contribution à la construction de l'indispensable syndicalisme CGT des retraités.

L'équipe de l'UFR et tous les camarades qui ont contribué à cette réussite peuvent s'honorer que cette barre des 5000 adhérents ait été atteinte.

Parce que nous sommes à la CGT, et que nous sommes donc ambitieux, nous aspirons bien entendu à conforter et dépasser ce résultat, pour renforcer encore notre organisation.

Il ne s'agit pas seulement de pouvoir à nouveau nous réjouir lors de la prochaine conférence d'avoir atteint notre objectif. Renforcer la CGT aujourd'hui et demain est un impératif stratégique pour peser sur le cours des choses. Sans une CGT forte, sans une CGT plus forte, nos ennemis de classe ne feront qu'amplifier leur offensive.

Alors que le pouvoir politique tente de brouiller les pistes sur son identité et sur les bénéficiaires de sa politique, la CGT doit continuer de caractériser l'ennemi.

Sous couvert de « modernité » et de « nouvelle politique », le gouvernement actuel est bien un gouvernement de droite, qui est au service des plus riches et qui travaille main dans la main avec les forces organisées du capital.

Lorsque l'on qualifie les ouvriers d'illettrés, d'alcooliques, les précaires de gens qui ne sont rien, les travailleurs en lutte de fainéants et de fauteurs de bordel, on est un homme de droite animé par le mépris de classe.

Ce président, ceux qui le servent, sont au service des intérêts de la bourgeoisie, des rentiers, des marchés financiers, des 1% qui nous oppriment en France et dans le monde.

Les choix du projet de loi de finances 2018 illustrent avec force de quel côté de la frontière de classe se situe ce pouvoir. Avec la suppression de l'ISF, Macron mérite pleinement le titre de président des milliardaires. L'OFCE a pour sa part calculé que près de la moitié des baisses d'impôts prévues durant le quinquennat est concentrée sur les 10% de foyers les plus riches.

Il faut également souligner que Macron poursuit et amplifie le travail mené par ses deux prédécesseurs pour affaiblir la démocratie locale et le service public territorial.

Pour satisfaire les appétits de ses commanditaires, pour continuer de gaver les riches, Macron s'en prend notamment aux retraités. L'augmentation de 25% de la CSG sans aucune compensation pour les retraités est une attaque frontale contre leur pouvoir d'achat, représentant une perte pouvant aller jusqu'à plusieurs centaines d'euros par an.

Le quotidien des retraités est également mis en cause par les mauvais coups portés à la protection sociale, au système de santé, par la baisse des APL, par la suppression des contrats aidés qui amputent notamment les missions publiques d'aide à l'autonomie.

Enfin, réalité dont on parle sans doute trop peu, les retraités sont nombreux à consacrer une partie de leur pension à aider leurs enfants et petits-enfants confrontés au chômage et à la précarité.

D'autres dossiers lourds se profilent, sur la formation professionnelle, l'assurance chômage et notre système de retraite par répartition.

Pour les retraités, comme pour les actifs, les jeunes et les chômeurs, les raisons sont donc nombreuses de revendiquer et d'agir.

Les mobilisations interprofessionnelles des 12 et 21 septembre, la journée d'action des retraités le 28 septembre, la mobilisation engagée chez les routiers, la journée d'action historique du 10 octobre dans la Fonction publique, attestent de la combativité du monde du travail.

Si la construction unitaire reste complexe au plan interprofessionnel, une caractéristique de la période mérite d'être soulignée : le gouvernement fait l'unanimité contre lui dans le public – nous l'avons mesuré mardi – et dans le privé sur les ordonnances relatives au Code du Travail.

De nouvelles échéances sont en perspective, d'abord le 19 octobre.

La CGT a un rôle central à assumer pour poursuivre et amplifier la mobilisation. La priorité des militants de la CGT est donc à la construction déterminée de la lutte, en cherchant l'unité, qui demeure un puissant facteur de mobilisation comme nous avons pu le vérifier encore mardi ainsi que lors de la journée d'action des retraités le 28 septembre.

Il ne peut y avoir de rapport de force conséquent sans syndicalisation. La 12^{ème} conférence est une occasion importante pour prolonger nos efforts dans ce domaine.

Dans la continuité de la 11^{ème} conférence de l'UFR, notre dernier congrès fédéral a réaffirmé que la continuité syndicale doit être un axe majeur de notre activité. Cela passe par une appropriation accrue de cette question dans l'activité de nos syndicats. Nos CSD ont de ce point de vue un rôle particulier à jouer.

En la matière, il n'y a pas de solution miracle. A partir de nos décisions, le patient travail de conviction demeure le meilleur moyen de faire en sorte que la continuité syndicale soit pleinement considérée comme une priorité par nos camarades actifs.

Pour cela, comme de manière générale dans notre activité, l'esprit de construction et de rassemblement doit grandir parmi nous et animer en particulier chacun de nos dirigeants.

Diriger c'est veiller à l'application des décisions collectives, c'est aussi débattre et convaincre, car convaincre, c'est la condition de l'efficacité.

La direction fédérale est disponible pour contribuer aux côtés de l'UFR à ce travail de maillage et de conviction. Apprécions d'ailleurs que là où ce travail a pu être mené, il porte ses fruits et permet de faire grandir l'organisation.

S'agissant de nos outils syndicaux, en particulier de nos syndicats, et notamment des formes d'organisation des retraités, je partage l'idée selon laquelle nous devons intégrer le fait que les choses bougent et qu'elles peuvent nécessiter une adaptation de nos outils. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille forcément tout bouleverser ni imposer un modèle unique pour toutes les situations.

A partir de ces constats, nous avons surtout besoin d'ouvrir un débat partant des réalités et des besoins que celles-ci font émerger, en vue notamment du prochain congrès fédéral.

Voilà mes camarades, il me reste à vous souhaiter de bons travaux et à conclure ce propos.

En fin de séance hier, notre camarade Philippe Coanet nous parlait d'histoire. Alors que ce mois d'octobre 2017 marque le centenaire de la Révolution d'octobre, rappelons-nous qu'il est des circonstances où le rapport de force peut brusquement basculer en faveur des opprimés et attachons nous résolument à entretenir et faire grandir le feu de la lutte.